

POLITIQUE

Deux ans de gouvernement Rocard

Les chantiers du premier ministre

M. Rocard a fêté, jeudi 10 mai, le deuxième anniversaire de sa nomination à l'Hôtel Matignon. Ces deux premières années ont été marquées par une politique placée à la fois sous le signe du classicisme et de la réforme (*le Monde* du 11 mai). Cette période a aussi été celle de l'ouverture, par le premier ministre, de nombreux « chantiers » qui touchent à la vie quotidienne des Français.

Comment répondre à une attente diffuse, mais réelle, dans le pays, lorsqu'on explique, comme Michel Rocard l'a fait en décembre 1988 à la télévision, que « c'est à la marge et moins fondamentalement qu'il faut corriger » car « dans nos pays, les grands desseins prennent une forme plus petite » ? Comment se faire entendre des salariés (quelque 80% de la population active française) lorsque se répand le sentiment – aggravé par le « spectacle de l'argent » – qu'il vaut mieux être rentier que salarié ? Lorsque ces mêmes salariés ne sont plus sûrs du tout que leurs enfants auront une vie meilleure que la leur ? Lorsque les travailleurs appelés à se mobiliser pour relever le défi européen de 1993, peuvent avoir la tentation de se dire : « de toute façon, ce n'est pas à moi que cela profitera » ?

Face aux critiques sur le « manque de perspectives » qu'offrirait son action à la tête du gouvernement, Michel Rocard affirme avec force qu'il ne veut pas laisser une partie de la population gagnée par le désenchantement, et même par la désespérance. Pourtant, sur le point crucial des inégalités, Matignon n'a pas de réponse immédiate à apporter, dès lors que le gouvernement raisonne en termes d'égalité des chances, de formation, de mobilité de carrière, de politique du logement et semble exclure une action d'envergure sur la fiscalité du patrimoine ou le pouvoir d'achat des salaires.

Au contraire, Michel Rocard a désorienté une bonne partie de la

gauche par une méthode de gestion des conflits sociaux – savoureusement décrite par deux jeunes déçues de la politique dans *Que reste-t-il de nos manifs ?* (1) – qui a, sans doute, coûté parfois plus d'argent à l'Etat que s'il avait accédé aux revendications initiales et a fait reprendre le travail à bien des grévistes avec la « rage au cœur », ainsi que l'a reconnu le premier ministre lui-même, à propos du long conflit des impôts.

Les réformes entreprises par le gouvernement de Michel Rocard ne sont pas, avant tout, des réformes « politiques », chargées de sens ou de symboles pour la base sociale de la gauche : c'est, comme le reconnaissent volontiers les collaborateurs du chef du gouvernement, le revers de la médaille de la politique du consensus. L'Hôtel Matignon ne cite-t-il pas, parmi ses plus belles réussites, la réforme des PTT ou le rachat d'UTA par Air-France ?

Certes, on ne saurait oublier le succès politique le plus éclatant de la « méthode Rocard », les accords Matignon et Oudinot sur la Nouvelle-Calédonie, ou passer sous silence la mise en place du Revenu minimum d'insertion (RMI), du crédit-formation... Mais, conformément à la loi implacable de l'oubli collectif, le RMI, par exemple, institué dans la première année du nouveau septennat, fait déjà partie des meubles et plus grand monde n'en est reconnaissant à M. Rocard. En outre, ce nouvel outil (dont le volet réinsertion suscite bien des difficultés) était souvent moins considéré comme la marque d'une politique volontariste que comme une mesure d'urgence indispensable pour tout gouvernement.

Sur le terrain de la vie quotidienne des Français, le premier ministre a tenu ses promesses, puisque, lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée, le 29 juin 1988, il avait seulement promis... d'ouvrir de nombreux « chantiers » : M. Rocard se voit maintenant reprocher d'en avoir ouvert beaucoup, peut-être trop, sans les avoir refermés.

Il y a une part d'injustice dans ces reproches : Michel Rocard a été le premier à prévenir qu'il voulait enga-

ger le pays dans des efforts de longue haleine, comme celui de la modernisation du secteur public. Mais le gouvernement en a eu la confirmation, peut-être même au-delà de ce qu'il pressentait : c'est bien le changement de la vie quotidienne qui demande le plus de temps. Logement social, emploi, éducation nationale, surendettement des ménages, etc. Les chantiers sont ouverts mais – en dehors de la mise en application rapide du RMI – leurs effets ne se font pas encore sentir réellement. Au vu de l'expérience 1988-1990, la manière la plus rapide d'améliorer le quotidien des Français reste l'augmentation du pouvoir d'achat, ce pour quoi le premier ministre estime, précisément, qu'il dispose de la marge la plus faible...

Les boîtes aux lettres toujours cassées

Les citoyens consommateurs peuvent même avoir l'impression que le gouvernement n'a pas vraiment pris sur le cours des choses : les perspectives pour la prochaine rentrée universitaire ne restent-elles pas inquiétantes après deux ans de priorité accordée à l'éducation nationale ? Des orientations qui pèsent sur leur vie de tous les jours – comme les réductions de personnel à la SNCF – ne sont-elles pas imperturbablement maintenues ?

Michel Rocard avait fait ricaner une partie de l'opposition en affirmant sa volonté de réparer boîtes aux lettres et cages d'escaliers. Elles sont toujours cassées, d'où l'impatience qui commence à se manifester ici ou là, comme du côté de SOS-Racisme, qui sait combien ce quotidien resté difficile entrave la politique d'intégration des immigrés.

Au demeurant, le sociologue Michel Crozier reproche au premier ministre de n'avoir « pas réussi à montrer que ce travail [sur la vie quotidienne] est une ambition extraordinaire », alors même, que, selon lui, « la France est prête » à accepter cette idée. Pour M. Crozier, auteur, notamment, d'un livre intitulé *Etat modeste, Etat moderne* (2), M. Rocard, malgré de bonnes inten-

tions, n'a « pas pris à bras-le-corps » le problème de la modernisation de l'Etat et manifeste « une compréhension encore superficielle de la société dite civile ». Au total, M. Crozier résume : « je suis un rocardien radical, mais ces idées ne se traduisent pas dans la réalité ».

M. Rocard, dans sa logique, a encore besoin de temps. Si le chef de l'Etat et les députés – maintenant que l'alerte de la censure est passée – lui accordent la durée qu'il revendique pour faire ses preuves, trois hypothèses, de son point de vue, peuvent donc être raisonnablement envisagées.

La meilleure : que l'opinion, finalement, reste convaincue qu'à terme ce pilotage en douceur, sans esbroufe, du bateau France est le plus efficace et le plus sûr. M. Rocard serait bien, alors, sur la rampe de lancement présidentielle.

La pire : que le gouvernement soit emporté par la vague déferlante d'une crise brutale, qui cristalliserait toutes les critiques et tous les mécontentements accumulés. Il y a quelques mois, Matignon redoutait surtout une explosion sociale due au mécontentement des salariés. Aujourd'hui, c'est peut-être l'université qui pourrait jouer le rôle du baril de poudre.

Entre ces deux hypothèses extrêmes, une éventualité médiane : celle d'une France calme, mais morose plus que convaincue, résignée plus que mobilisée autour de ses dirigeants, dans un climat politique durablement envenimé par des affaires telles que l'amnistie. Un pays paisible en apparence, mais où deux sortes de vainqueurs, plutôt inquiétants, se profileraient alors, pour les prochaines législatives : les abstentionnistes et les extrémistes de droite. Ce double écueil ne sera pas le plus facile à éviter pour le barreur Michel Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

(1) Par Hélène Fontanaud et Frédérique Matonti (Grasset, 1990).

(2) Michel Crozier, *Etat modeste, Etat moderne* : stratégies pour un autre changement, Fayard, 1987.

En 1984 : contre le monétarisme

Pour comprendre les critiques adressées par certains socialistes à la politique économique de MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, il suffit de se référer aux positions exprimées par... M. Rocard lui-même, lors d'une convention nationale du PS, réunie les 15 et 16 décembre 1984 à Evry sur le thème « modernisation et progrès social ». M. Rocard apporte alors son soutien à la politique économique menée par le gouvernement de M. Laurent Fabius, mais il émet des réserves. Le ministre de l'économie et des finances est déjà M. Bérégovoy.

Le futur chef du gouvernement affirme notamment : « La politique d'assainissement progressif du commerce extérieur que suit le gouvernement est la seule possible dans le principe. Reste à savoir si elle nous laisse plus de marges que nous n'en utilisons. Ma réponse est oui. » Et M. Rocard dégage des pistes, en particulier en matière de maîtrise de l'énergie, qui devraient, selon lui, permettre d'entrer dans « la spirale ascendante de la croissance permise par le déblocage extérieur ».

« Alors, continue M. Rocard, pourquoi ne fait-on pas tout cela ? A cause de l'inflation. (...) Il n'y a d'issue que si nous nous débarrassons de l'inflation. » Mais l'orateur ajoute : « Nous n'avons pas gagné la bataille pour une conception audacieuse et moderne de la lutte contre l'inflation parce que nous ne l'avons même pas engagée (...) Faute d'avoir nous-mêmes une pensée collective, il nous a bien fallu emprunter celle des autres. Or la pensée collective sur ce sujet n'est faite que de tabous non vérifiés scientifiquement. Ainsi, expliquer l'inflation exclusivement par un excès de monnaie, c'est aujourd'hui le dogme répandu. Quand on a cela dans la tête, la seule chose que l'on

sache faire, c'est, comme les médecins de Molière, de saigner le malade. On étouffe l'économie par manque de monnaie. Et d'ailleurs, ça marche (...). Mécaniquement, tout se ralentit, il n'y a plus de demande, les prix ne peuvent pas monter, et, psychologiquement, les opérateurs, coincés dans leurs tabous, observent qu'on les respecte et ont confiance. Résultat : le franc n'est pas attaqué. Donc ça marche, mais à quel prix ? Social, chômage... »

« Tabous pour tabous... »

« Je crois, moi, continue M. Rocard, que tout cela est largement faux, que l'inflation est un phénomène plus physique que monétaire (...). Dans la lutte contre l'inflation, on demande beaucoup trop à la politique monétaire et pas assez aux réalités de l'économie (...) Pour faire baisser les prix, il faut soulager les comptes d'exploitation des producteurs et des vendeurs. » L'orateur propose alors diverses mesures, par exemple pour alléger l'endettement des entreprises et précise : « Les techniques existent. Elles sont monétairement subversives, mais peu importe, nous n'avons plus le choix. »

M. Rocard ajoute encore : « Tabous pour tabous et règles pour règles, autant les appliquer avec souplesse. Mais non. » Et le futur premier ministre stigmatise la conception rigide du « respect tatillon de ces règles » qu'ont « les opérateurs sur le marché, les cambistes, les banquiers, et surtout nos administrations financières et monétaires ».

C'était, il est vrai, six ans avant que le *Financial Times* décerne à M. Mitterrand la « palme du monétarisme »...

J.-L. A.